



Résister !

#63 - juillet 2019

au capitalisme, au fascisme, aux discriminations... et à la résignation

L'ECOLE



Blanquer ministre-fossoyeur de l'éducation nationale

EST FINIE

Participation

La participation est librement fixée par le lecteur. Le prix de revient de ce numéro est de 1,00 €

COL
BLANC

pages 3-4

SOLEIL
VERT

pages 8-9

COLERE
NOIRE

pages 1 à 11

Grève du bac

Nous ne reviendrons pas ici sur les « réformes » Blanquer, qui détruisent pierre par pierre l’Éducation nationale (cf. *RésisteR!* n° 60). Nous ne développerons pas non plus la « réforme » de la Fonction publique qui, entre recours accru aux vacataires, annualisation du temps de travail et rôle prépondérant des chefs d’établissement, va rendre le statut de fonctionnaire quasiment obsolète, puisque les rares qui le garderont seront « managés » comme les ex-fonctionnaires des PTT, devenus France Telecom / Orange (cf. pages 3-4). Nous nous contenterons de rappeler les derniers épisodes de la lutte contre l’ensemble de ces soi-disant « réformes » au sein de l’Éducation nationale.

Le 17 juin, premier jour des épreuves écrites du baccalauréat, une intersyndicale avait appelé à une grève des surveillances, mode d’action assez inédit. On notera que certaines centrales syndicales ont quelque peu traîné les pieds avant de se résoudre à suivre le mouvement initié par des collectifs inter-établissements ou par les « stylos rouges »... Blanquer donna ordre aux rectrice.eurs, qui transmirent aux chef.fes d’établissement de faire en sorte que cette grève n’ait aucune incidence sur le déroulé des épreuves, ce qui fut fait. Il put même annoncer, dès le 17 juin au matin, que seuls 2,5 % des enseignant.es étaient en grève, au prix d’une manipulation grossière des chiffres, puisque la totalité du personnel de l’Éducation nationale, de la maternelle au secondaire, en service ou non, servait de base au calcul du pourcentage de grévistes (*). Blanquer, fier comme Artaban, pouvait donc faire le singe à France Inter, le 17 au matin. Les enseignant.es mobilisé.es ont, donc, dès le lendemain et les jours suivants, lors des réunions d’entente des correctrice.teurs de philosophie, puis des autres disciplines, transformé lesdites réunions en assemblées générales, avec plus ou moins de bonheur, selon les endroits. Une mention spéciale doit être adressée, à ce sujet, aux Versaillais, dont nous avons pourtant de quoi nous méfier au vu de leur histoire, les Versaillais, plus exactement aux correctrice.teurs de philosophie de l’académie de Versailles, qui ont refusé de récupérer leurs copies lors de la réunion d’entente, entamant une grève de la correction. Malheureusement, cet exemple ayant été utilisé, le lendemain, ils vinrent rechercher leurs copies. En revanche, dans de nombreuses académies, le principe d’une rétention des notes fut assez largement accepté. À

l’heure où nous écrivons ces lignes, le lundi 1^{er} juillet à 14 heures, sur le compteur « Notre fête à Blanquer », qui recense les promesses de rétention de notes, c’est près de 110 000 copies qui seraient retenues ; c’est donc potentiellement près de 100 000 possibles bacheliers qui, sans réponse du ministère aux revendications grévistes, n’auront pas leurs résultats le 5 juillet (sans doute un peu moins puisqu’il peut arriver que plusieurs notes soient retenues pas un même jury). Nous nous attendons bien entendu à ce que les chiens de garde de la presse aux ordres nous accusent, nous, professeurs rétentionnaires, de prendre « *en otage le système* » (**), à moins que ce ne soit les élèves. Blanquer ira sans doute plus loin que ses propos du 17 juin, lorsqu’il qualifiait la grève des surveillances de « *pas très acceptable* » et qu’il la considérait comme « *doublement incompréhensible* ». Cette incompréhension redoublée, c’est en fait la nôtre, nous qui, depuis bientôt deux ans, sommes traités comme des triples buses par un ministre qui n’entend pas nous entendre. Quant à la « *prise d’otages* », n’est-ce pas celle de ce ministre qui décide tout, tout seul, qui méprise toutes les instances de dialogue et de négociation, pour imposer sa « *réforme* ». Nous ne pouvons pas accepter que l’on fasse de l’Éducation nationale un système à deux vitesses, où les petits lycées publics de campagne ou de banlieue n’offriront pas les mêmes formations que les lycées de centre-ville, et plus encore s’ils sont privés.

Nous ne pouvons pas accepter ce qui accroîtra la reproduction sociale et offrira les meilleures perspectives à ceux qui sont déjà les mieux dotés. Nous ne pouvons pas accepter le recours généralisé aux contractuels, le pouvoir accru des chef.fes d’établissement et la caporalisation de l’enseignement.

Depuis des mois, la colère enflé et Blanquer s’en contrefout. Nous n’avons plus le choix, nous bloquerons le bac.

Bakou R

(*) Cf. *Libération* :

https://www.liberation.fr/france/2019/06/17/greve-du-bac-blanquer-additionne-des-choux-et-des-carottes_1734337.

(**) Cette citation, comme les suivantes, sont les propos de Blanquer, le 17 juin, sur France Inter : cf.

<https://www.marianne.net/societe/faire-greve-contre-le-nouveau-bac-le-jour-du-bac-aberrant-selon-blanquer>.

SERIAL KILLERS EN COL BLANC !

DANS quelques jours, à la mi-juillet, le verdict tombera dans l'indifférence estivale habituelle. Seuls, bien seuls, les familles des victimes, les travailleurs d'Orange, ex-France Telecom, et leurs représentants, qui se sont toutes et tous portés « parties civiles », sauront s'ils ont été entendus par la justice. Ils sauront s'ils ont obtenu « réparation ». Ils sauront surtout si l'exemplarité de ce procès et les sanctions infligées permettront que tous les décideurs politico-économiques actuels et leurs successeurs prennent enfin conscience que leur col blanc ne leur confère pas une autorité sans partage, une assurance hautaine et inhumaine, une impunité de fonction, un droit de vie et de mort sur leurs concitoyens ou subordonnés.

FRANCE TELECOM AVOUE

ON VOUS
DEMANDE
DE VOUS
TUER
AU TRAVAIL...
PAS DE
VOUS SUICIDER!



Dans l'article « La touche pipi », paru dans le journal *RésisteR!* n° 61 d'avril 2019, nous vous racontions la descente en enfer de Maurice Lenoir. Comment, à la suite d'une restructuration et de la fermeture du site de Lunéville, ce cadre technique, à quelques mois de la retraite, s'était vu imposer une mobilité fonctionnelle et

géographique. Comment, après avoir subi moult remontrances infantilisantes ou autres remarques humiliantes sur ses objectifs commerciaux non atteints, comment il avait craqué quand son jeune manager était venu le chercher dans les « chiottes » pour reprendre le travail. Comment il avait déprimé quand la solution de la direction, pour éviter de tels dérapages, fut l'installation d'une « touche pipi » ! La proximité de son départ à la retraite fut sans doute salvatrice et lui épargna le geste fatal comme ce fut le cas pour ses 45 collègues qui se sont suicidés en 2009-2010.

Dix ans après les faits, depuis le 6 mai et jusqu'au 12 juillet 2019, se tient à Paris le procès en correctionnelle d'anciens hauts dirigeants de la multinationale France Telecom, devenue Orange. Ni les accusations d'« homicide involontaire », ni même la « mise en danger de la vie d'autrui » n'ont été retenues contre les prévenus. Jugés pour « harcèlement moral », ils risquent un an d'emprisonnement et 15 000 euros d'amende : trois fois moins que pour une tentative de vol. Ce procès est celui d'une équipe dirigeante d'une entreprise héritière d'une administration. Ce sont les dirigeants politiques à l'initiative de cette première grande privatisation d'un service public qui ont mis en place leurs condisciples des hautes écoles à la tête de France Telecom. Paul Quilès, le ministre de la réforme, affirmait, avec le soutien de certains syndicats (CFDT, FO, CFTC), qu'il garantissait l'unité humaine et sociale des PTT et que sa réforme était un rempart contre la privatisation ! Pour tous les observateurs sérieux, il ne faisait aucun doute qu'il s'agissait de se mettre en conformité avec la pensée unique européenne de la « concurrence libre et non faussée ». Dans un scénario catastrophe, un syndicat avait pressenti une grave crise sociale, la fin d'un service public, le changement de statut et les 22 000 emplois supprimés par les prévenus. À quelques heures du verdict, serein et souriant devant les caméras de télévision, Paul Quilès, 77 ans, continue d'administrer la commune de Cordes-sur-Ciel et de distribuer des vaporisateurs à ses conscrits de la maison de retraite de « sa ville », dont il est maire depuis 25 ans... reportage sur la canicule sans que la moindre question lui soit posée sur les victimes de sa réforme, sur les 4 milliards d'euros de dividendes versés aux actionnaires, sur le procès en cours !

Outre la réparation, la motivation principale des parties civiles de ce procès est « plus jamais ça ! », ni à Orange, ni dans les administrations, ni dans les entreprises privées. Après le massacre de 14-18, le monde disait déjà : « Plus jamais ça ! »... et il y eut 39-45 !

Sans être aussi pessimiste, on peut penser que la mémoire collective effacera rapidement tous les témoignages, tous les faits, toutes les paroles fortes des familles des victimes que vous pouvez retrouver sur le site <http://la-petite-boite-a-outils.org>.

Quelques mois avant son début et alors que l'annonce et la médiatisation du procès se popularisent, les témoignages et le nombre de parties civiles augmentaient jour après jour. Peu après les premiers dépôts de plainte, on aurait pu penser que la direction nationale aurait compris qu'il fallait calmer le jeu et quelque peu lever le pied à la suppression d'emplois et aux mobilités forcées. Un fait, connu depuis peu, vérifie l'adage : chassez le naturel, il revient au galop !

Février dernier, en Normandie la direction locale réunit un séminaire de cadres. Chacune et chacun est « invité » à se présenter avec un béret vert orné de tête de mort et une devise : « Produire ou Périr » ! Le col blanc à l'initiative de ce management paramilitaire a été suspendu, suite à l'intervention des syndicats. Pour ses supérieurs, il ne s'agit probablement que d'un excès de zèle, d'un cas isolé. Un temps de suspension nécessaire à l'oubli et il sera réintégré comme si de rien n'était ou presque. Les syndicats ont demandé que la direction d'Orange se démarque, dénonce et interdise, publiquement et sans la moindre équivoque, de telles pratiques et qu'elle s'engage sans détour à ce que ça ne se reproduise plus jamais... en vain !

Produire ou Périr... les cols blancs, tueurs en série, ont « un avenir d'avance » à France Telecom / Orange (1) comme dans toutes les entreprises ou administrations sous l'emprise de la compétition, des statistiques, de la performance absolue... en un mot : du capitalisme !

Léon De Ryel R

(1) « Un avenir d'avance » était la devise de France Telecom en 1989, à l'époque de la réforme Quilès... avec le résultat que l'on connaît et qui est jugé aujourd'hui !

GrosGnon n'est pas moral...

Le projet de loi bioéthique qui devrait être examiné fin septembre va ouvrir la PMA à toutes les femmes. Soit, mais cela me gêne... « *Quoi ?*, je vous entends déjà hurler cher.es lectrice.eurs, *quoi ?*, *RésisteR!* ouvre ses colonnes à un sale réac, proche de la Manif pour tous ! Sens commun a fait son entrée au comité de rédaction ! C'est vraiment la fin de tout ! » Attendez ! Je ne dis pas que le fait que la PMA soit ouverte à toutes les femmes me gêne, je dis que je ne vois pas en quoi cela relève de la bioéthique. Ce n'est pas là, dans l'égalité de toutes à y accéder, qu'est le problème éthique, si problème éthique, il y a. En soi, si l'on considère que la PMA est une technique médicale « moralement » acceptable, ce que fait la loi de bioéthique de 2004, il n'y a aucune raison morale, et surtout « bioéthique », qu'elle soit limitée à une catégorie de femmes, voire qu'elle soit, dans le futur, applicable aux hommes, quand le rêve d'Élisabeth Badinter, le fait qu'un homme puisse porter un enfant, sera réalisable. L'ouverture du mariage à tous les couples, n'est pas, que je sache, un problème « bioéthique », donc la PMA pour toutes non plus.

En revanche, que la PMA en tant que telle, soit moralement discutable, je le conçois aisément et j'avoue avoir des doutes sur ce désir d'enfant qui soit la chair de la chair et qui soit du « sang » du ou des parents. Que diable ! Si l'on ne peut, pour des raisons X ou Y, avoir d'enfants, il y a assez d'orphelins de par le monde pour combler le « désir d'enfant ». Car ce qui fait d'un enfant son enfant sont-ce les gènes ou l'éducation qu'on lui donne ?

Dans ce sens, la fin du secret sur les filiations issues de donneurs, l'« accès aux origines », selon la formule consacrée, est tout aussi problématique. Et, en fin de compte, j'y vois l'apparition d'une sorte de « droit du sang », qui pourrait bien déboucher sur le « droit du sang » au sens classique. Le désir de filiation génétique ne serait-il pas qu'une forme plus locale du nationalisme, du patriotisme, devrais-je écrire ? Entre personnes du même sang, on fait partie d'une même famille, alors que le « sang impur » de l'autre, de l'étranger, devrait être banni...

Et l'adoption dans tout ça ? Théoriquement elle est ouverte à tous les couples hétéro- comme homo-sexuels. Mais, en Meurthe-et-Moselle, cela ne sembla pas être le cas...

Fin septembre 2018, L'Est républicain expliquait que Mathieu Klein avait invité le président du Conseil de famille à mettre fin à son mandat, celui-ci co-exerce avec le préfet l'autorité parentale sur les pupilles de l'État, c'est-à-dire les orphelins, en attente d'adoption. Le Conseil de famille doit, de ce fait, se prononcer, lors des adoptions, sur le choix des adoptants. Et c'est là où le bât blesse. En effet, le président du Conseil de famille de Meurthe-et-Moselle a déclaré, de manière répétée, qu'« On n'a rien

contre les couples de même sexe, mais tant qu'on aura des couples jeunes, stables, avec un père et une mère, on les privilégié ». Cette déclaration avait entraîné un dépôt de plainte pour discrimination, dès avril 2018, de la part de l'association des familles homoparentales. En Seine-Maritime, le même genre de discrimination à l'adoption a été relevé par cette association...

GILBERT DELAHAYE - MARCEL MARLIER

martine a enfin accès à la PMA



casterman

Si la contamination du débat politique par la morale, ou plutôt par le moralisme, est très souvent le fait de la droite extrême ou de l'extrême droite, certains dans la gauche radicale tombent parfois dans ce défaut. Ce qui, soit dit en passant, est stratégiquement maladroit, car, d'une part, les réacs sont bien plus « aptes » à proposer un corpus cohérent de bonne vieille morale, d'autre part, il faudrait plutôt s'atteler à montrer que la morale, comme l'appelait Nietzsche, n'a rien à faire en politique. Un exemple.

Nombre de beaux esprits ont salué la loi qui pénalisaient les client.es des prostitué.es. Or cette loi est typiquement, purement moraliste. Elle se veut, dans l'esprit de nombre de ses soutiens, un pas vers l'« abolition » de la prostitution et entend « responsabiliser les clients », c'est-à-dire en français contemporain traduit de la nouvelle langue « leur faire la morale en les punissant ». Imaginez que pour lutter contre le trafic de drogue, on pénalise les clients et non les dealers ? Qu'on me comprenne, je ne mets pas sur un pied d'égalité les dealers

et les prostitué.es. Mais je me pose la question : est-ce la prostitution en soi qui est « moralement » gênante ? Certainement pas pour moi. « Quoi ? Des femmes – comme s'il n'y avait que les prostituées et pas de prostitués – qui vendent leur corps pour gagner leur vie, c'est sale ! » Et les salarié.es de France Telecom, ce n'est pas seulement leur corps qu'elles ont vendu pour gagner leur vie, mais aussi leur âme. Alors, si la prostitution doit être abolie, pour des raisons morales, abolissons aussi le travail salarié ! Bien sûr, la prostitution n'est pas toujours choisie, elle donne lieu très souvent à des pratiques proches de l'esclavage et de la traite d'êtres humains. Oui, mais ça, ça a un nom, qui n'est pas prostitution, mais proxénétisme. Qu'on se batte pour abolir le proxénétisme, parce que c'est une activité moralement inacceptable, soit – et là, il s'agit de vraie morale, pas de succédané. Mais que l'on fasse porter le poids du manque d'action contre le proxénétisme aux clients *lambda* des prostitué.es, comme si c'étaient eux, et eux seuls, la source du problème, comme si c'étaient eux, et eux seuls, qui étaient dans l'immoralité, c'est vraiment minable. Les bourgeois du XIX^e considéraient, eux aussi, la prostitution comme immorale, mais ils avaient des bonnes...

En fait, cette dérive moralisatrice, peut-être liée à la perte des grands récits politiques, est de plus en plus présente. Sous sa forme la plus radicale, c'est le rêve de retrouver le paradis terrestre. Les vegans, par exemple – que mes amis vegans se bouchent les oreilles et s'abstiennent de lire le reste de l'article –, les vegans, au moins certains d'entre eux, qui ont oublié les origines anarchistes du mouvement, aimeraient, en fin de compte, que la nature soit « restée » dans son état édénique, où le lion et la gazelle paissaient côte à côte les vertes prairies « originelles ». Raté ! La nature est « mal » faite ; elle est mauvaise, comme le lion qui bouffe les gazelles. Et nous ne pouvons rien y faire... Et l'homme est omnivore. On pourrait dire qu'il est, de ce point de vue comme sur bien d'autres, opportuniste : il bouffe ce qui lui tombe sous la main. Vouloir, pour des raisons « morales », lui interdire de bouffer des animaux, voire d'exploiter lesdits animaux – et pour ne pas lui interdire d'exploiter la Terre Mère ? – n'a pas de sens. En revanche, que pour des raisons écologiques, économiques, etc., c'est-à-dire pour des raisons réellement politiques, on renonce, au moins partiellement, à l'élevage – en particulier industriel – et à ses produits, j'y souscris pleinement.

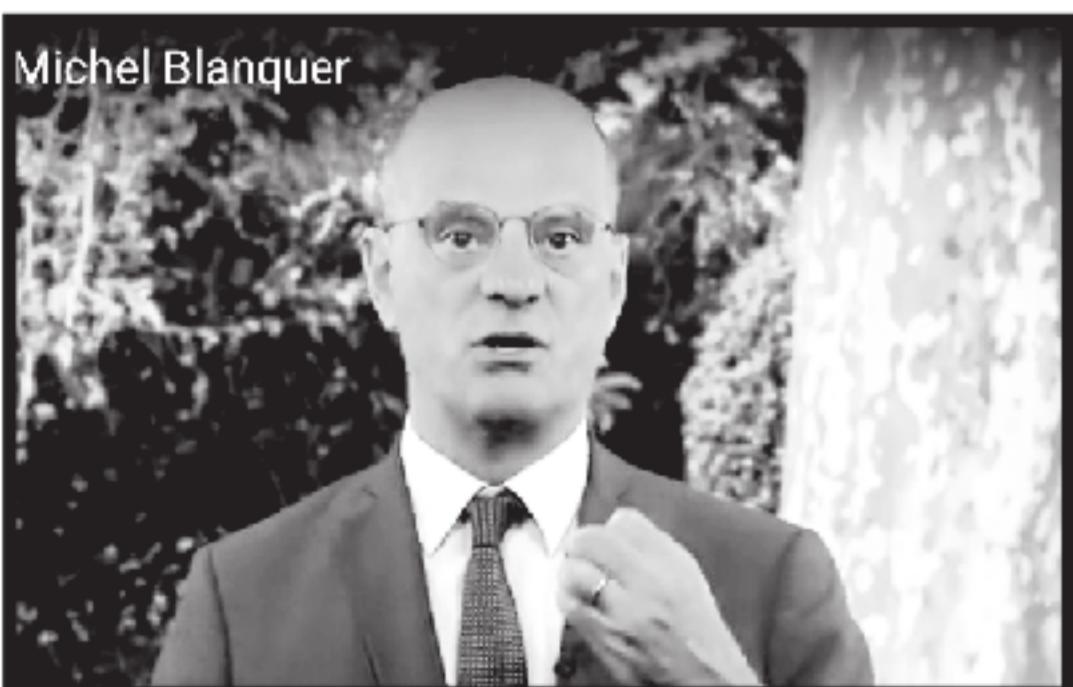
« La vraie morale se moque de la morale », disait Pascal. Faisons en sorte que « la vraie politique se moque du moralisme ».

TOI AUSSI, ÉVALUE LES COMPÉTENCES

I. Contrat avec l'auditoire				
	Préparation	A	EC	NA
1	Anticipation de sa place dans l'espace			
2	Analyse de l'auditoire			
3	Choix précis de l'accroche			
Entrée en scène				
4	Silence préalable avec respiration costo-diaphragmatique			
5	Prise de contact par le regard avec l'espace et l'auditoire			
6	Captation de bienveillance (énergie, qualité de la présence avant les mots)			
7	Choix du moment juste pour les premiers mots			
8	Impact des premières paroles (choix des mots, présence vocale, justesse du rythme, qualité du contact)			
9	Bonne première impression			



Blanquer



Ecoute de l'auditoire			
	10	Connexion constante à l'auditoire	
	11	Vigilance à la bonne compréhension	
	12	Place pour l'interaction avec l'auditoire	
	13	Capacité d'adaptation et d'improvisation	
Timing			
	14	Respect de la contrainte de temps	
	15	Optimisation du propos en fonction du temps	
Sortie de scène			
	16	Choix net et précis de la fin	
	17	Impact des dernières paroles (choix des mots, présence vocale, justesse du rythme, qualité du contact)	
	18	Silence et résonances finales	
	19	Bonne dernière impression	

A : Acquis
NA : Non acquis
EC : En cours d'acquisition

D'ORATEUR DE JEAN-MI BLANC-CLAIR



III. Le corps, instrument oratoire				
	Ancrage	A	EC	NA
25	Stabilité des appuis sur le sol et verticalité			
26	Maîtrise des déplacements			
Disponibilité corporelle				
27	Engagement du corps			
28	Détente des épaules			
29	Détente de la mâchoire et du cou			
30	Respiration costo-diaphragmatique			

	Gestuelle		
31	Ouverture gestuelle		
32	Conscience, maîtrise, précision		
33	Congruence		
Regard			
34	Eclat du regard		
35	L'appui d'un regard précis		
36	Interaction par le regard		
Maîtrise du non verbal			



Les compétences de l'orateur selon l'annexe 3 du rapport sur le grand oral :

https://cache.media.education.gouv.fr/file/Bac_2021/82/3/rapport_grand-oral-cyril-delhay_1145823.pdf

SOLEIL VERT

La chaîne de fast-food Starbucks vend de la merde hyper sucrée à 6 euros le gobelet (non recyclable, ou si peu...), elle ment en faisant croire que ses produits sont issus du commerce équitable alors qu'elle pressure les petits producteurs mexicains. Naturellement Starbucks ne paye pas d'impôts, et puis quoi encore ?

C'est à peu près le bilan que dresse le documentaire *Starbucks sans filtre*, de Luc Hermann et Gilles Bovon, diffusé sur Arte en 2018. Le constat est toujours d'actualité et le film disponible sur le Net.

Une des règles d'or du capitalisme c'est que tant qu'il y a des connexions pour acheter, il faut vendre. C'est bien l'avis de Céline Le Toux, nouvelle dévelopeuse du centre-ville de Nancy, « le consommateur a aussi une responsabilité de savoir s'il va ou non chez Starbucks ».

« Cette enseigne a aussi la liberté de s'implanter, de se développer et d'entreprendre de nouveaux projets », dit-elle en répondant en termes choisis aux esprits chagrins qui s'inquiètent de l'installation d'un deuxième Starbucks à Nancy et par la même occasion de la progression de la malbouffe et de la fraude fiscale (*). La liberté pour les entreprises et la responsabilité pour les gens : notons au passage un renversement qui en dit long sur la conception de l'humanisme d'une municipalité qui s'en gargarise à longueur de temps mais oublie d'offrir le gîte et le couvert aux migrant·e·s qui meurent aux frontières de l'union douanière.

Une autre règle d'or du capitalisme veut que ce soit ceux et celles qui ont du fric qui décident. Du fric, Kamel Boulhadid en a apparemment, puisque ce fringant entrepreneur est le patron du groupe KB (à ne pas confondre avec la marque de désherbant) qui va ouvrir le deuxième fast-food près de la gare à Nancy. Un grand pas, si toutefois il est fait du pied gauche, pour Nancy mais un petit pas pour lui qui a déjà ouvert plus de 70 franchises de diverses marques dans le Grand Est. Il en ouvrira peut-être un troisième d'ici quelque mois dans la cité ducale. Il réfléchit. On va à son rythme quand on est pédégé...

Comment lui en vouloir ? Après tout, dans ce monde de merde, un patron n'est pas là pour sauver la planète, la Sécu ou pour proposer des augmentations de salaires, il est là pour se faire un maximum de thunes, ça s'appelle le capitalisme.

Mais un maire, il paraît que c'est quelqu'un qui est proche de la population, qui lui est entièrement dévoué. Tous les sondages le disent en chœur : les maires sont les piliers de la démocratie.

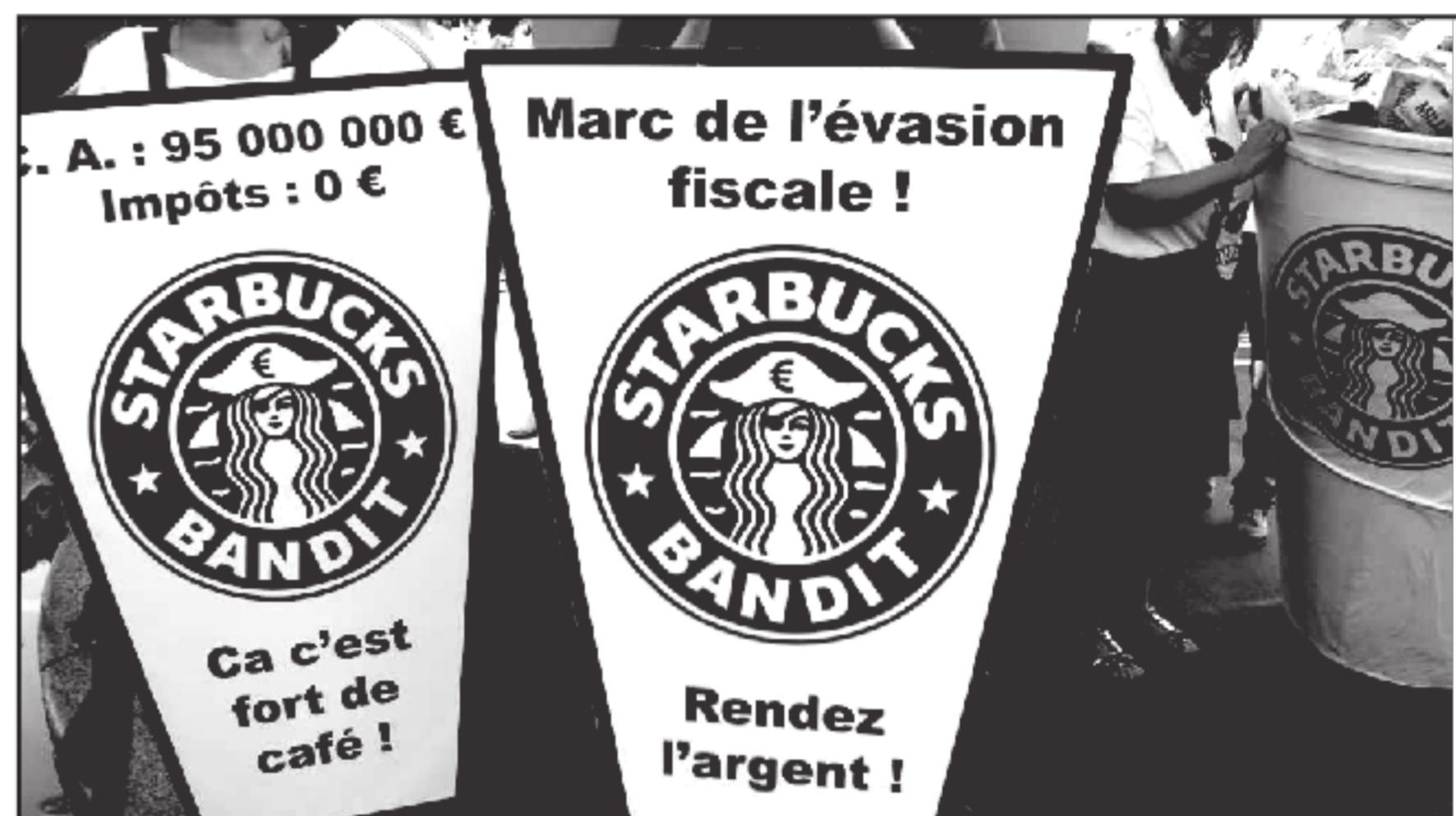
On aurait donc pu espérer que Laurent Hénart, maire de Nancy, intervienne dans cette installation,

voire s'y oppose pour défendre la morale, le droit, la planète, la République, la patrie en danger, enfin tous ces concepts dont il rebat les oreilles de qui veut l'entendre.

Il est bien intervenu... mais pour jouer le rôle de commercial de Starbucks en faisant du placement produit sur Twitter.

On rappellera pour mémoire le tweet du 8 février 2019, sur le compte de la mairie de Nancy.

L'ouverture d'un deuxième Starbucks à #Nancy est prévue en mai 2019, dans les locaux de l'immeuble Foch. Les amateurs pourront profiter de boissons et plaisirs sucrés-salés dans une ambiance à la fois contemporaine, Art Nouveau et Art Déco... Avec les précédentes arrivées de Vapiano et Søstrene Grene, l'immeuble est



désormais entièrement réinvesti Métropole du Grand Nancy et Agence Scalen

Et celui de la veille, sur son compte personnel :

[COMMERCES] [VIDEO] Un second café Starbucks va ouvrir en mai 2019 dans l'immeuble Foch, avec une terrasse arborée Après Vapiano et Søstrene Grene, ce magnifique immeuble de notre centre ville est désormais entièrement repris Bravo à Sylvie Petiot, aux services de la Ville de Nancy et de la Métropole du Grand Nancy, et à l'agence Scalen pour ce remarquable travail de fond, emblématique de notre stratégie de développement commercial !

C'est quand même plus cool de tweeter ça que d'envoyer des messages contre la fraude fiscale ou pour lutter contre le diabète ! Et puis, surtout, ça évite les jalousies mesquines, car après avoir fait la promo de l'escroc fiscal Google, qui soigne son image en implantant un magasin de farces et attrapes rue Saint-Dizier, il fallait que Laurent Hénart montre qu'il était le maire de toutes les entreprises.

Oui mais la presse ? Le quatrième pouvoir ? On n'y croyait pas et on n'a pas été décu·e·s.

L'Est républicain, grand pourfendeur des gilets jaunes qui gênent le commerce et les annonceurs, a été à la hauteur. Dans son édition électronique du 28 juin 2019, le journal offrait un reportage photo détaillé sur « l'ouverture d'un second "salon" Starbucks à Nancy ». « Salon »!? On appréciera au passage la reprise des éléments de langage de l'entreprise par le journal. La déontologie, c'est décidément l'ADN de *L'Est républicain* ! Le lendemain, 29 juin, un second article enfonçait le clou, avec en sus une interview de Kamel Boulhadid, qui avait fait le déplacement à Nancy pour affirmer que son groupe de franchises paye ses impôts en France. Rassuré, le grand reporter de *L'Est républicain* a rapporté scrupuleusement ses propos. Que les franchisés Starbucks fassent de l'argent en vantant les mérites d'un des plus gros escrocs de la planète et en se servant d'une notoriété construite grâce aux milliards que Starbucks vole en ne payant pas ses impôts n'inspire rien (et surtout pas une question) au journaliste. On avait vu les journalistes du même quotidien plus versé.e.s dans la morale et le civisme quand les gilets jaunes manifestaient. Le groupe KB (à ne pas confondre avec le marchand d'engrais pour rosiers) n'est peut-être pas avare de pages de publicité dans les médias du groupe EBRA.

Mais, décidément, comment en vouloir à ces nains que sont Laurent Hénart, le patron de KB (à ne pas confondre avec le géant de l'insecticide) et *L'Est républicain*, quand on se souvient qu'Obama, lui-même, du temps qu'il était président des USA, faisait de la publicité gratuite pour Starbucks sur YouTube.

C'est ainsi : grâce à un modèle économique d'une ingéniosité extraordinaire, une mise de fonds astronomique et un cynisme hors-norme, Starbucks a, pour sa stratégie de communication, du petit personnel partout dans le monde. Et celui-ci fait si bien le boulot que Starbucks a des dizaines de millions de client.e.s décomplexé.e.s du bulbe, qui font la queue pour voir leur prénom inscrit un gobelet.

Certes, il faut une bonne dose de renoncement, de bêtise, d'inconscience et/ou de cynisme pour fréquenter Starbucks. Mais ce n'est pas en boycottant ou en changeant le petit personnel chargé de la com' qu'on empêchera que l'avenir de l'Humanité se résume, pour les plus nantis, à manger de la merde dans un « salon » Starbucks climatisé, en regardant par la fenêtre ou sur une tablette les pauvres crever dans leur misère et la vie sur la planète agoniser sous un soleil couleur de plomb fondu.

C'est en renversant le système qu'on y arrivera. C'est la seule alternative.

Victor K R

(*) https://actu.fr/grand-est/nancy_54395/ils-ne-payeront-pas-leurs-impôts-france-louverture-dun-second-starbucks-nancy-fait-debat_21460391.html

Déshumanisation en marche

Fête de la musique, quai Président-Wilson à Nantes, dans la nuit du 21 au 22 juin, vers 4 heures 30 : les flics gazent et chargent indistinctement, au moins 14 personnes tombent dans la Loire, un homme de 24 ans reste disparu. Sit-in pacifique de militants écologistes sur le Pont Sully à Paris, vendredi 28 juin après-midi : les flics gazent et évacuent de force les gens assis à terre, qui ne font qu'opposer une résistance passive à l'agression.

À moins d'une semaine d'intervalle, les deux événements ont fait vivement réagir la presse et les médias nationaux. On aurait aimé les voir aussi prompts à dénoncer les violences policières quand les cibles des forces de l'ordre étaient les Gilets Jaunes, mais il faut croire que les journalistes ont une empathie à géométrie variable selon le milieu social visé... Mais au fond, c'est la même logique et une parfaite continuité.

Les flics sont lâchés depuis novembre 2015 et l'instauration de l'état d'urgence, ils se sont déchaînés avec les manifestations contre la loi Travail au printemps 2016, sous Hollande, et ont augmenté d'un cran sérieux avec la mobilisation des Gilets Jaunes, depuis novembre dernier. Violences multiples, avec l'appui des ministres de l'Intérieur et des médias, et dans une quasi-impunité judiciaire. Ce n'est pas le tout de lâcher les chiens : si personne ne les siffle, ils n'ont pas de raison de revenir à la niche. Alors ensuite, cela déborde inévitablement sur les fêtards ou les jeunes écolos pacifistes.

Rien ne les retient. Les forces de l'ordre se sont habituées au fil des mois à réprimer sans avoir à s'inquiéter. Les vidéos à charge peuvent tourner sur les réseaux sociaux, certaines être parfois reprises par des médias nationaux, rien n'y fait : on n'a pas connaissance d'un flic qui aurait été inquiété suite à ces débordements. Parce qu'au fond il n'y a pas de débordement : il y a un État, c'est-à-dire « une bande d'hommes armés », qui travaille au maintien d'un ordre social inégalitaire.

Alors on glisse tout naturellement vers une déshumanisation. Pas tant celle des hommes et des femmes protégé·es par leurs carapaces de CRS ou de gendarmes mobiles, qui assument le choix de renoncer à leur humanité quand ils distribuent coups de matraque, gaz et LBD à tout va, que la déshumanisation des manifestant·es par les premiers. C'est le résultat de l'extension à tout le mouvement social du dispositif répressif appliqué depuis plusieurs décennies dans les quartiers populaires et particulièrement contre les personnes issues de l'immigration : une attitude de police coloniale qui considère qu'elle a affaire à des êtres inférieurs, que l'on peut agenouiller pendant des heures avec les bras derrière la tête sans avoir à rendre de comptes. Une attitude qui réduit l'autre à un parasite dont on peut se débarrasser en le jetant à l'eau ou avec une gazeuse. En bref, une attitude nourrie par le traitement infligé par les gouvernements européens aux migrant·es, qui hiérarchise les vies et qui, si nos sociétés s'y habituent, les conduira tout droit à la barbarie.

Léo P.

R



Rossinot, clap de fin

LÉON DESSERTINE, mandataire en viandes : Une grève surprise ?... Bravo ! Trente tonnes de barbaque sur le carreau alors qu'on crève de faim à Chandernagor ?... Hourra ! Monsieur Graffouillères, vous êtes un meneur et vos p'tits camarades des inconscients ! Vous semblez oublier, en effet, mes amis, que vous n'êtes que des salariés, c'est-à-dire les êtres les plus vulnérables du monde capitaliste !... Des chômeurs en puissance ! Le chômage... Hum... Le chômage et son cortège de misères... Y avez-vous pensé ?

CHŒUR DES BOUCHERS AUX HALLES : Non, Monsieur Dessertine.

LÉON DESSERTINE : Finie, la p'tite auto, finies les vacances au Crotoy, fini l'tiercé...

CHŒUR DES BOUCHERS AUX HALLES : Oh !...

LÉON DESSERTINE : C'est pourquoi, mes amis, si vous avez des revendications d'salaire à formuler, vous m'adressez une note écrite et j'la fous au panier, et on n'en parle plus. Nous sommes bien d'accord ?

CHŒUR DES BOUCHERS AUX HALLES : Oui, Monsieur Dessertine.

LÉON DESSERTINE : Alors au boulot et au plus vite !

Un Idiot à Paris, film de Serge Korber, dialogue de Michel Audiard (1967) (*)

Comparer le regretté Bernard Blier, dans le rôle de Léon Dessertine, à André Rossinot a quelque chose d'indécent. Pourtant, chaque fois qu'il m'est donné d'assister aux discours du politicien antédiluvien, je pense à l'acteur, à son outrance toute bourgeoise, à sa truculence. Faire de la politique, c'est comme jouer un rôle, endosser un costume, dire des tirades, connaître son texte sur les doigts, capter les lumières médiatiques, se battre en duel pour des idées, mettre ses adversaires à genoux, séduire n'importe qui en lui promettant n'importe quoi, agir en vue de changer le monde – qui sait ? –, pour, finalement, recevoir les vivats mérités, la médaille qu'un autre n'a pas, et se faire réélire *ad vitam æternam* sur un trône doré. Telle fut la vie d'André Rossinot.

Eût-il des convictions ? Peut-être. A-t-il commis des erreurs ? Sans doute. Restera-t-il quelque chose de lui après son départ *ad patres* ? Pas sûr.

Le plus étonnant dans cette affaire, c'est la longévité du zig. Cinquante ans de carrière ! À ses débuts, la télévision vivait encore en noir et blanc, le yé-yé était à la mode, les jeunes bourgeois se prenaient pour des hippies et l'avenir était radieux. Quelqu'un me l'a dit.

Que Rossinot ait pu durer tant et tant de temps dans le marigot local doit pouvoir s'expliquer, mais au prix d'un effort certain. De combien de générations de politiciens ni plus mauvais que lui voire encore moins bons a-t-il tué dans l'œuf l'ambition ? Avaient-ils joué de malchance ? Étaient-ils pitoyablement entourés ? À leur sujet, l'histoire a déjà rendu un verdict d'oubli. Rossinot a souvent promis aux uns ce qu'il donnait aux

autres, il a froncé les sourcils pour mieux cingler ses opposants du regard, il a plissé les lèvres et transpiré de la barbe – idéal pour une séduction immédiate –, il a aussi tapé du poing dessous la table, ses grosses colères l'ont fait sortir hors de soi, les parquets, les stucs et les fonctionnaires territoriaux en tremblent encore, il a haussé les épaules et tourné le dos chaque fois que quelque chose ne lui convenait pas. Il a dominé. Il a régné. Tout puissant. Jusqu'au bout, il régnera.

Son ultime triomphe date de quelques jours.

Dans le cadre d'une campagne de communication pour promouvoir le projet de remplacement de la ligne de trolleybus par une ligne de tram, la métropole du Grand Nancy a organisé une réunion publique sur le campus médecine, à Brabois, le 12 juin dernier.

Quelque 600 personnes avaient répondu à l'invitation, prêtes à débattre, à défendre leur point de vue et parfois, simplement, malheureusement, un bout de jardin.

Le Grand Nancy, c'est-à-dire Rossinot, devait choisir pour faire monter le tram à Brabois de passer soit par l'avenue du Général-Leclerc, soit par l'avenue Paul-Muller, soit par le campus sciences et le jardin botanique. Le troisième tracé l'a emporté. Normal, c'est techniquement le plus complexe et financièrement le plus coûteux. Quant à la nature, elle n'a qu'à se régénérer elle-même, cette idiote !

Un tram qui serpente dans le campus sciences, perché sur un viaduc à quinze mètres de hauteur, et qui va prendre le frais dans le verger conservatoire du jardin botanique, tout cela montre qu'il est encore possible, de nos jours, de faire croire que se gratter l'oreille gauche avec la main droite est la solution idoine. Passons notre chemin, nous y reviendrons. Le sujet est ailleurs.

En tant que maître de céans et grand ordonnateur – grand mamamouchi, c'était déjà pris ! –, Rossinot fit une déclaration liminaire. Après en avoir profité pour dire tout le bien qu'il pensait de lui-même, il asséna à l'assistance quelques merveilleuses approximations.

Après « *le temps du dialogue* », des travaux préparatoires, « *nous en sommes à la période des explications, dans une nouvelle étape, dans une phase administrative qui n'est pas figée* », avant l'ouverture de l'enquête publique, fixée début septembre. « *En tant que puissance publique, notre exigence est de garantir l'intérêt général. C'est le sens de la proposition qui a été versée au dossier de déclaration d'utilité publique.* » Le dossier DUP a été déposé en préfecture. Cinq commissaires-enquêteurs ont été désignés. « *L'enquête publique constitue une nouvelle étape de la concertation : c'est dire à celles et à ceux qui pensaient le dossier un peu ficelé, joué d'avance, que, naturellement, expertisé par l'équipe des*

commissaires enquêteurs, c'est la garantie de cette démarche de neutralité à laquelle nous souscrivons. » « Nul ne peut préjuger de ce que sera le rapport de la commission. La discussion est ouverte. Les contributions seront les bienvenues, ce soir et tout le temps de l'enquête publique. » « En 2022, le tram sera certainement hors d'usage. Même s'il a été imparfait – on l'a découvert assez vite –, il transporte encore aujourd'hui... [Rires dans la salle.] C'est un produit qui nous a été recommandé par les pouvoirs publics, à l'époque, avec toutes les certifications. On voit bien qu'il faut faire très attention. » (***) [Applaudissements.] Le dossier de déclaration d'utilité publique étant d'ores et déjà soumis aux différentes administrations qui doivent statuer, Rossinot peut-il vraiment croire que de nouvelles réunions et de nouvelles expertises pourront, pendant le torride été, modifier le document soumis à enquête publique ? Rossinot est-il si sûr que ça de garantir l'intérêt général en confiant au secteur privé les grands équipements de l'agglomération ? Rossinot a-t-il indubitablement raison de se déclarer irresponsable de la catastrophe et de la gabegie du faux tram sur pneus ?

Le reste de la réunion fut un brillant et désolant spectacle de foire. Le public put admirer les contorsions du maire de Villers-lès-Nancy, François Werner, couramment appelé Monsieur Gendre, qui ne pourra pas succéder à son beau-père comme président de la métropole s'il perd les élections municipales ; les passe-partout littéraires du maire de Vandœuvre-lès-Nancy, Stéphane Hablot, qu'on a connu moins confus ; le set de claquettes de Christophe Choserot, vice-président en charge du nouveau drame ; les tours de magie de l'architecte et urbaniste Alexandre Chemetoff, capable de faire disparaître en un tournemain quelques milliers de tonnes de béton armé dans un paysage champêtre ; le morceau de bel canto d'Alice Goiez, ingénierie et directrice de projet chez beTram, le maître d'ouvrage délégué, venue expliquer que, finalement, la solution choisie était bien la seule ; sans oublier le numéro de clown, ou de pitre, comme on voudra, de Frédéric Pautz, directeur des Jardins botaniques du Grand Nancy et de l'université de Lorraine, expliquant avec une effronterie incroyable qu'après amputation son jardin du Montet serait encore plus beau.

Deux heures quarante-cinq plus tard, après des échanges nourris qui montraient que pour que rien ne change il faut que tout reste comme avant, Rossinot reprit la parole et, en guise de conclusion, porta l'estocade.

« C'est un bon débat. [...] J'ai bien entendu tout le monde. J'ai entendu aussi les paroles du maire de Vandœuvre et celles du maire de Villers. Que le dossier ne soit pas clos, je suis tout à fait d'accord. Mais, il faudra bien, à un moment donné, avancer. [...] Je suis de ceux qui ont, parmi d'autres, mais avec le poids de ma fonction présidentielle, pesé pour qu'on monte à Brabois, qu'il n'y ait pas de rupture de charge en bas. Ce n'est quand même pas rien... On met allégrement 120 ou 150 millions de plus dans la balance. Ça, il faut le faire avaler par tous les habitants de la métropole – pas uniquement par le Val de Villers. Il faut aussi éléver le débat. Nous avons besoin, certes d'obtenir des précisions sur certains aspects, mais on montera à Brabois. Les études qui m'ont été montrées sur l'avenue du Général-Leclerc montrent qu'en termes de temps, de durée c'est incompatible avec le niveau de desserte et la rapidité des dessertes. [...] Une voie, ça casse le rythme de desserte du plateau de Brabois. C'est ça, la réalité. [...] Ça veut dire que le problème d'adaptation repose sur le Val de Villers. [...] L'enquête va se dérouler au mois de septembre. Nous allons regarder ce qu'il est possible de faire comme études complémentaires pour exprimer plus clairement peut-être certains choix. Le rendez-vous, c'est vous qui allez l'avoir, en septembre, au moment de l'enquête. »

[Applaudissements.]

Où il apparaît que Rossinot était favorable d'emblée à une montée du tram à Brabois sans rupture de charge au Vélodrome – une fausse nouvelle qu'une rapide



revue de presse permet facilement d'invalider ; que le tracé par le campus sciences (Val de Villers) est le seul possible, n'en déplaise à ces égoïstes qui ne veulent ni avancer ni éléver le débat ; que les études techniques sont formelles, les choix déjà faits devant seulement être mieux expliqués. Bref, circulez, il n'y a plus rien à voir.

Il ne s'est trouvé personne, dans le public ou parmi l'aréopage qui entourait Rossinot, pour dénoncer le fanfaron. Pas dépitée, la salle applaudit aux bêtises débitées.

Piéro

R

(*) Bernard Blier dans ses œuvres :

<https://www.youtube.com/watch?v=9V3XCxMAyfE>.

(**) André Rossinot dans ses œuvres :

https://media.grandnancy.eu/permalink/v1/1/63990/document/2019_06_12_reunionpub_nouveautram.mp3?token=JocMdb8t4WvsqizVEsYjK63EWj3UrF2XOnN34ACVHCnPnfiRZieeY00jQ9yEsVuB.

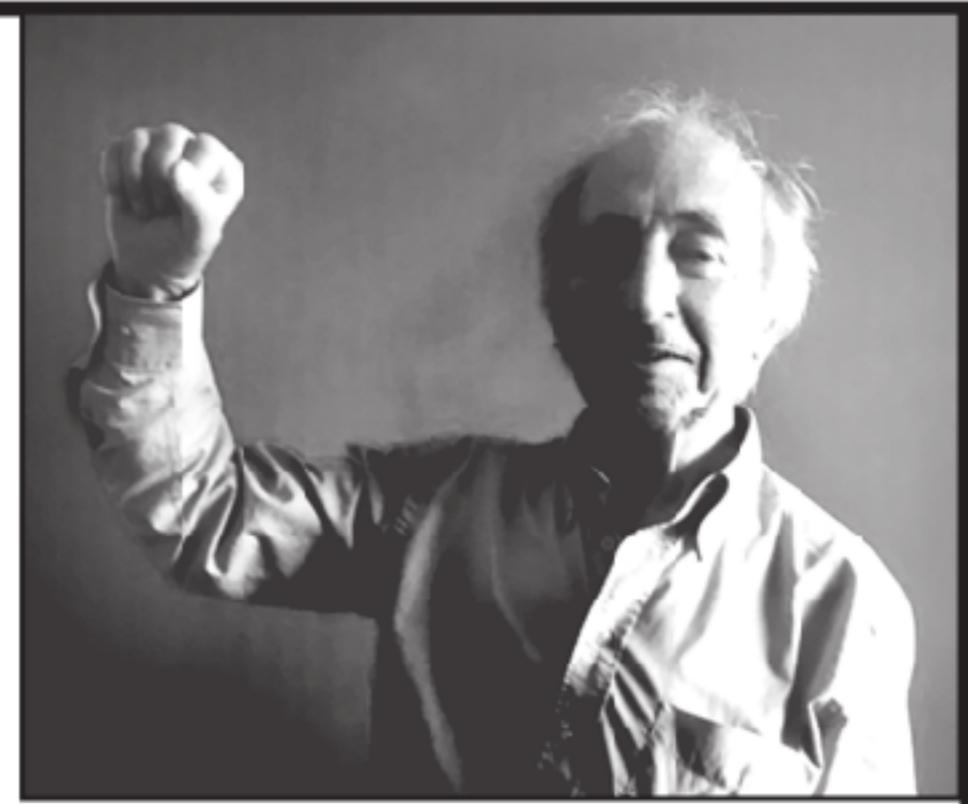
Mort d'un militant antifasciste

Léon Herszberg est décédé, samedi 29 juin, à l'âge de 91 ans. Né à Nancy de parents juifs polonais, Léon était adolescent quand lui et son frère Bernard, de cinq ans son cadet, ont fui en zone sud avec leur mère puis ont échappé aux griffes de la Gestapo, pour se débrouiller seuls jusqu'à la fin de la guerre. Treize personnes de la famille sont mortes dans les camps.

Le père de Léon Herszberg a été arrêté au domicile familial, 8, rue des Bégonias, à Nancy, comme « *apatriote d'origine russe* », le 23 juin 1941. Après un séjour à la prison Charles-III, il a été transféré au camp de Compiègne, avant d'être déporté à Drancy, puis à Auschwitz, en septembre 1942. Cette même année 1942, l'adjoint du responsable du bureau des étrangers à la préfecture de Nancy, Pierre Marie, a donné de fausses cartes d'identité à Léon pour que les deux frères, leur mère et leur grand-mère puissent fuir Nancy et passer en zone sud. Arrêtés, puis emprisonnés à l'hôtel Pax à Annemasse transformé en prison par la Gestapo, en 1944, alors qu'ils tentaient de passer la frontière vers la Suisse avec d'autres jeunes, Léon et Bernard ont été libérés grâce à l'intervention de Jean Deffaugt, maire de la ville.

Léon Herszberg a lutté toute sa vie contre les injustices, contre le racisme et le fascisme. Militant communiste après que les troupes soviétiques ont libéré les camps d'extermination nazis, avant de comprendre que Staline avait trahi la cause, Léon a poursuivi le combat au sein du MRAP (Mouvement contre le Racisme et pour l'Amitié entre les Peuples) à partir des années 1960. Il a participé au lancement du CAFAR (Collectif AntiFasciste AntiRaciste) devenu Ras-l'front au début des années 1990, avec notamment l'organisation d'une manifestation de 10 000 personnes contre la tenue d'un meeting de Le Pen au Parc des expositions à Nancy, en 1992. Léon s'est aussi très tôt impliqué dans RESF (le Réseau Éducation Sans Frontières, qui vient en aide aux familles sans papiers et aux jeunes migrants isolés) et il participait encore aux cercles de silence, il n'y a pas si longtemps.

Sauvé à deux reprises par des Justes, Léon Herszberg estimait que la désobéissance faisait partie des options possibles. Premier signataire au printemps 2008 d'une pétition en soutien d'une femme avec deux enfants cachés par RESF, il l'a annoncé publiquement au micro lors d'un cercle de silence de 500 personnes, place Stanislas, alors que la loi punissait d'emprisonnement l'aide au séjour des étrangers. Comme l'a dit son frère Bernard au cours de la cérémonie d'adieu, le 2 juillet, il y a toujours eu des Justes : ceux qui les ont sauvés, pendant la guerre, et Cédric Herrou ou la capitaine Carola Rackete, qui viennent en aide aux migrants, aujourd'hui.



« L'ultime souffle de ceux qui – proches et lointains, interdits de toute miséricorde – furent condamnés par la solution finale à une mort sans kaddish et sans épitaphe, hante les juifs et leur donne conscience de survivre de façon injustifiée et incompréhensible. Cela les oblige à porter le poids terrible de cette humanité disparue et à tenter de lui répondre par des engagements présents. Cela les rend incapables de s'en remettre à des prières implorant un dieu solitaire, enfermé sur lui-même et impuissant, pour bâtir une société nouvelle et messianique. [...] Se dire juif aujourd'hui, c'est s'impliquer dans la cité, comme individu avec tous les autres citoyens, indépendamment d'une éventuelle expression communautaire. C'est considérer que rien de ce qui concerne l'Homme ne lui est indifférent. C'est ne pas accepter que soient infligés à d'autres, individus ou groupes, sévices, mépris, exclusions parce qu'ils ont tel ou tel héritage ; car l'héritage des juifs leur a été aussi source de mépris et d'exclusion. C'est se battre contre le racisme et la xénophobie dans un combat permanent de tous les jours, sans trêve ni Shabbat. C'est considérer le brassage des idées, le changement des mœurs, la rencontre des hommes comme un enrichissement ; car la culture, les mœurs, les populations juives ont été trop longtemps rejetées. »

Léon Herszberg, « Juif et citoyen... », *Le Blick* du 55, juillet 1997.

Vent de Bure

les 28 et 29 septembre
contre la poubelle
nucléaire
(ateliers, bal, manif)

Cercles de silence

Nancy
samedi 27 juillet
Place Stanislas à 15 h

Pont à Mousson
samedi 13 juillet
Place Duroc à 10 h 30

Septembre :

Balade
de rentrée
avec FSU, CGT,
Solidaires

Prochain numéro : RésisteR! #64

resister@nancy-luttes.net

Comité de rédaction : 16/09/2019 - Date limite d'envoi des articles : 14/09/2019

Points de dépôt :

* Croc'us - 137, rue Mac Mahon - Nancy
* Vêt Ethic - 33 rue St Michel - Nancy

* CCAN : 69, rue de Mon desert - Nancy
* Quartier Libre - 11 Grande Rue - Nancy